Études internationales

MATTELART, Armand, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, coll. Cahiers libres, Paris, La Découverte, 2007, 260 p.

Guillermo R. Aureano

Volume 39, numéro 2, juin 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/019211ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/019211ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Aureano, G. R. (2008). Compte rendu de [MATTELART, Armand, *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, coll. Cahiers libres, Paris, La Découverte, 2007, 260 p.] *Études internationales*, 39(2), 335–337.
<https://doi.org/10.7202/019211ar>

biens, anciens rebelles du Mali, bilan au Guatemala et enfin approche multi-pays (MDRP) avec l'examen du programme de la Banque mondiale, de celui sur le « tronc commun » en RDC et du processus au Burundi.

Le deuxième grand chapitre sur la réintégration et la réinsertion aborde aussi de manière pratique et théorique ce processus par lequel les combattants obtiennent le statut de civil et l'accès aux emplois civils ; l'objectif étant d'accroître la capacité de subsistance par des moyens pacifiques et de faciliter l'accueil et la réintégration sociale. L'importance est ici accordée à la question incontournable de l'accès aux terres, ainsi qu'à la réconciliation, à la réintégration par le biais de la micro-entreprise. D'autres études de cas sont développées : le programme *Cause* en Sierra Leone de réintégration des enfants-soldats (2000-2002) avec la mise en évidence de la nécessaire différence de traitement selon le sexe en matière de guérison physique et psychosociale, le statut féminin et ses particularismes rendant la réintégration plus difficile encore au vu de la double discrimination, comme d'autres analyses de l'ouvrage le montrent aussi (exemples en RDC, Afghanistan).

Enfin, le troisième chapitre quant aux pistes à suivre dans l'avenir regroupe une série de propositions visant à conduire le DDR de façon décentralisée – « DDR sans camps » – parallèlement aux pratiques de l'ONU. Une autre contribution fait part d'une nouvelle approche politique possible du DDR en partant d'expériences empiriques en vue d'élaborer un schéma normatif, tout en insistant sur les préalables à une politique DDR

et sur les défis posés à son élaboration (nationaux, experts, commissions, approche intégrée) ainsi que les difficultés sous-jacentes (approche « catalytique » et approche « holistique »). Enfin, la dernière contribution s'arrête sur le programme DDR de groupes armés non étatiques en Irak. En guise de conclusion (originale), le livre dirigé par Yvan Conoir et Gérard Verna présente une sélection de dix situations de DDR en cours. Ouvrage de référence en langue française sur le DDR qui s'avère incontournable, il assure à ses lecteurs une vision claire et précise des enjeux complexes d'une politique de plus en plus nécessaire.

André DUMOULIN

École royale militaire, Bruxelles, Belgique

La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire.

MATTELART, Armand. Coll. *Cahiers libres*, Paris, La Découverte, 2007, 260 p.

Dans le flot d'ouvrages sur la lutte antiterroriste qui a déferlé sur les tablettes des libraires après les attentats du 11 septembre, le livre d'Armand Mattelart fait figure d'exception. L'auteur n'a pas seulement pris le temps de bien ficeler son travail. Il tient à nous rappeler que les démocraties modernes ont toujours été hantées par le désir, fort paradoxal, de limiter les droits et libertés qui constituent leur fondement.

Essai ambitieux et bien documenté, la démonstration suit une démarche clairement généalogique, qui passe en revue les contributions à « l'ordre sécuritaire » contemporain d'une multiplicité de doctrines et de pratiques, aussi bien militaires et

policières que managériales. Mattelart peut ainsi mettre en perspective la mécanique générale de la surveillance, dont les formes changent, mais qui n'a rien de véritablement nouveau, contrairement à ce que tant d'auteurs et d'experts « instantanés » prétendent.

Ce plongeon dans le passé est, en effet, particulièrement salutaire à une époque qui nous a habitués à entendre des opinions et des analyses dépourvues de tout sens de la chronologie historique. Mais ce n'est pas le seul atout de cette recherche. Mattelart explique bien que toute tentative d'implanter de nouveaux contrôles a des effets inattendus, implique souvent des échecs et suscite, en règle générale, des protestations et des conflits. Si Mattelart porte, par exemple, une attention particulière aux tentatives de manipuler l'opinion, de gagner la bataille « des cœurs et des esprits », il semble toujours soucieux de rapporter leurs ratés et leurs contrecoups, qui justifient la mise sur pied d'un dispositif en principe mieux adapté, « sans pour cela atteindre l'efficacité escomptée ».

Le livre commence par une explication détaillée des politiques mises en œuvre dès la fin du ^{xix}^e siècle dans le but de généraliser à l'ensemble de la société les techniques de contrôle de la délinquance. Mattelart explique ainsi les origines et la portée inquisitoriale de l'anthropométrie, de la photographie judiciaire et de l'identification par les empreintes digitales. Parallèlement, la psychologie des foules stigmatise les multitudes que les gouvernements songent à contrôler avec des techniques plus ou moins élaborées d'endoctrinement.

Ces techniques, insiste le sociologue, sont loin d'être infaillibles. Même les régimes qui ne lésinent pas sur les moyens se butent à des écueils imprévisibles, voire insurmontables, qui mettent en relief les limites de la manipulation des masses. Mattelart rappelle ici le cas de la dictature brésilienne, dont la campagne axée sur le matraquage publicitaire du « miracle brésilien » n'a pas réussi à mobiliser les masses : le décalage était trop flagrant entre la rudesse de la vie quotidienne et le développement claironné par le gouvernement.

Mais c'est l'analyse des stratégies mises sur pied tout au long de la guerre froide et de la décolonisation, fondées sur les doctrines de la sécurité nationale et de la contre-insurrection, qui permet à Mattelart de montrer comment, très concrètement, les régimes d'exception façonnent un ennemi aux contours flous, facilement adaptable à une diversité de circonstances ; d'où les multiples réappropriations des techniques de surveillance, des stratégies de guerre psychologique et des arguments censés justifier la violation des droits et libertés. L'internationalisation de la torture fait aussi partie de cet arsenal, tout comme la dramatisation de la criminalité et l'instrumentalisation de la peur, qui atteignent des sommets avec la guerre contre le terrorisme du début du ^{xxi}^e siècle.

Le livre se termine avec un examen de l'âge *technoglobal*, caractérisé par une sophistication inouïe des méthodes d'identification ainsi que la métamorphose consécutive du citoyen en suspect. Traqué au nom de la sécurité planétaire, il l'est également et constamment à des fins com-

merciales et managériales. Une multitude d'outils numérisés assurent aujourd'hui, à très bas coût, la traçabilité des corps et biens (de l'enregistrement des parcours de l'internaute au probable contrôle génétique des populations). Même si l'éditeur se complait à signaler, dans la quatrième de couverture, que cette situation nous rapproche du monde imaginé par Georges Orwell dans *1984*, l'auteur semble plus circonspect, moins intéressé à susciter chez le lecteur un sentiment d'impuissance qu'un état d'alerte.

Mattelart constate justement que, si la population semble encore tolérer largement les atteintes aux libertés démocratiques et à l'État de droit, les organisations citoyennes et certaines élites intellectuelles et judiciaires, tout comme dans les années 1970, relayées activement par les acteurs de l'Internet militant, ont déjà enclenché une nouvelle lutte pour la préservation des droits fondamentaux. C'est d'ailleurs la seule porte de sortie que l'essayiste estime prometteuse face à l'obsession sécuritaire qui a déjà gagné des pans entiers de la population : les luttes qui permettront de détacher le droit à la sécurité d'une logique purement policière, tout en le réintégrant aux droits politiques et sociaux qui en fixeraient les limites.

Guillermo R. AUREANO

Département de science politique
Université de Montréal, Canada

Human Rights & Conflict. Exploring the Links between Rights, Law, and Peacebuilding.

MERTUS, Julie et Jeffrey W. HELSING (dir.).
Washington, DC, United States Institute
of Peace Press, 2006, 551 p.

Le processus de paix et la conduite de la guerre sont façonnés par la relation dynamique et étroite entre les droits de l'homme et les conflits. C'est essentiellement sur cette relation, souvent mal interprétée, que ce livre tente d'apporter une nouvelle compréhension et ce, à la lumière d'une lecture critique dans les trois approches dominantes, à savoir l'approche des droits de l'homme, celle de la résolution des conflits et celle du droit humanitaire international. Les souffrances humaines et les destructions causées par la multiplication et la prolongation des conflits dans plusieurs coins du monde, les populations civiles victimes d'actes de violence perpétrés durant et après les conflits armés, l'usage répandu de moyens de combat illicites – notamment les attaques contre les civils – ou encore l'universalité du droit humanitaire international, tous ces éléments participent à la relation entre les droits de l'homme et les conflits. En ce sens, cet ouvrage – sous la direction de Julie Mertus et Jeffrey W. Helsing – arrive à point nommé, car les réflexions qui y sont proposées éclairent ce sujet et contribuent donc à l'évolution des connaissances en la matière.

À partir d'un cadre théorique et d'études de cas sur des conflits en Irak, dans les Balkans, en Afghanistan, au Sri Lanka, en Afrique du Sud, au Rwanda ou d'autres encore, les seize chapitres de *Human Rights*